



AMBASSADE DE SUISSE
EN IRAN

TÉHÉRAN, le 29 décembre 1973.

Avenue Institut Pasteur 18
Case postale 45
Téléphone 4.73.29 / 4.40.63

Réf.: 381.1 - DG/re.

Rapport politique No 18

Monsieur le Conseiller fédéral P. GRABER
Chef du Département Politique fédéral

B e r n e

IRAN: Leadership de la politique pétrolière

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Président de la Société nationale iranienne des pétroles (SNIP), l'ancien Premier Ministre Eghbal, donnait naguère le ton dans une conversation privée avec un interlocuteur français: "L'Iran se veut toujours à la pointe de la politique mondiale du pétrole".

Les faits sont là pour le prouver: en 1951, Mossadeqh est le premier à nationaliser le pétrole, alors en mains de l'Anglo-Iranian Oil Company; en 1956, le contrat passé entre l'Iran et l'ENI-Mattei crève le plafond des 50% traditionnels dans la répartition des bénéfices entre société exploitante et Etat producteur en concédant à ce dernier 75%; en 1971, l'Accord de Téhéran, imposé par l'OPEP au Consortium agissant en Iran et aux "Majors" opérant dans le monde entier, consacre une augmentation - jamais si élevée jusqu'alors - de 33% du prix du baril et cela sous l'impulsion personnelle du Chah, qui joua alors un rôle déterminant; en mars 1973, c'est lui qui retire au Consortium tous droits de propriété six ans avant la fin de la concession de 1954 et, en contrepartie, la SNIP s'engage à livrer aux sociétés de l'ex-Consortium du brut à des prix "raisonnables" (sic) durant vingt années; ce faisant, l'Iran prend la tête du peloton devant

./.

L'Arabie séoudite et l'Irak dans le domaine des nationalisations. Quand en octobre 1973, à Koweït, les producteurs arabes décident d'imposer, sans négociations, leurs prix, Téhéran insinue que c'est à lui que revient l'originalité de cette formule. Puis, profitant des restrictions apportées par l'embargo, la SNIP procède, début décembre, à des adjudications de brut au plus offrant. La meilleure qualité culmine à 17.34 \$, prix record dans les annales de l'or noir.

Quelques jours plus tard, c'est la réunion à Téhéran de l'OPEP. C'est alors, sous la conduite de l'Empereur, le bond ascensionnel: le prix affiché du baril fixé à plus de 11 \$, ce qui représente une augmentation de 320 %, pour le moment seulement, car l'OPEP doit se réunir début janvier, à Vienne, pour analyser la situation nouvelle.

Le 23 décembre, grande conférence de presse au Palais impérial. Le Chah, triomphant, parade. De son exposé, il y a lieu de retenir : "Le pétrole sera épuisé dans trente ans, sauf si nous trouvons une technique pour l'extraire à une plus grande profondeur" et, plus loin : " Si nous parvenons à un résultat dans nos pourparlers avec l'OCDE, nous pourrions finalement, pour une ou deux générations, obtenir les garanties (sic) dans le domaine du coût de l'énergie". Déclaration assez curieuse, quand on se rappelle ce qu'il est advenu des promesses de l'Accord de Téhéran de 1971 et que l'on songe que les pays producteurs entendent dicter dorénavant leurs conditions.

Dans la foulée, l'Empereur règle des comptes. Aux pays industriels tout d'abord :

"Qu'ils comprennent que la période des progrès

- 3 -

considérables et des recettes immenses tirés d'un pétrole fourni à bon marché est révolue. Ils doivent se créer d'autres sources d'énergie et, en attendant, se serrer la ceinture". Puis c'est le tour des compagnies pétrolières : "Elles n'ont plus rien à faire en Iran ... Elles nous aident au point de vue technique, et nous avons encore besoin de leurs experts !".

Cependant, tout n'est pas seulement coups de cravache et soufflets. Le Souverain Pahlavi est à la recherche de solutions à la crise actuelle. Sa conférence de presse en suggère trois, dont l'initiative - une fois de plus - revient à l'Iran : primo, le tête-à-tête entre l'OCDE et l'OPEP; secundo, la création d'une Banque ou d'un Fonds international entre les pays riches - notamment ceux du pétrole - pour favoriser l'expansion des pays en voie de développement qui seront les plus touchés par les retombées de la hausse des prix; tertio, négocier avec le Fonds monétaire afin de résoudre le problème des liquidités - 14 milliards de \$ pour l'Iran seulement en 1974 ! - engendrées par les nouveaux prix du brut.

Ce dernier point a fait l'objet d'une série d'approches de la part de l'Ambassadeur du Royaume-Uni. Je le tiens de lui-même. Le Chah a été sensible à ses arguments, voire ses craintes.

Au moment de s'envoler pour l'Autriche et la Suisse, l'Empereur, à l'aéroport de Téhéran, m'a dit le 27 décembre : "Vous avez lu le texte de ma conférence de presse ?". Enchaînant sur ma réponse positive, il a poursuivi : " Je crois que des échanges de vues entre OCDE et OPEP peuvent aboutir à des résultats valables; tous les intéressés, y compris le Japon, pourront s'exprimer". Abordant la question de l'em-

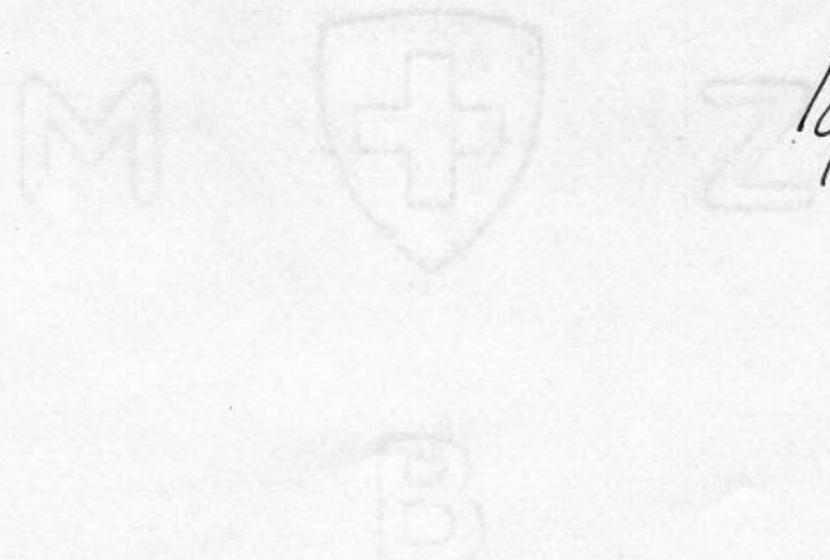
./.

- 4 -

bargo, il m'a avoué franchement : "J'ai répété aux Arabes que cette politique était stupide, sitôt finies les hostilités. Je pense m'être fait comprendre puisqu'ils viennent de décider une réduction de 10 % des quantités soumises à l'embargo". Invoquant le sort des pays touchés par celui-ci et, plus particulièrement, l'Europe, le Chah, sur un ton quelque peu messianique, conclut: "Je crois que cette crise leur sera salutaire. Cela ne pouvait plus continuer au rythme précédent, avec une telle accumulation de bien-être facile. Je souhaite seulement qu'ils en tirent à temps la leçon !...".

Enfin, au sujet de l'aide au Tiers Monde, il précise: "Le Fonds dont je recommande la création permettrait d'éviter le gaspillage des revenus en mains des Arabes car ceux-ci ne savent vraiment pas qu'en faire !". Ce disant, le Souverain révèle une fois encore la distance qui le sépare des potentats voisins, frère en religion, mais souvent ennemis.

Ainsi, l'Iran et son Maître auront su, depuis vingt ans et, singulièrement, ces derniers mois imprimer à la politique pétrolière leur marque. En même temps, ils ont déchainé des forces, des potentialités redoutables, des équations exponentielles. L'Empereur le sait, le pressent. L'inflation qui, déjà au trot, s'est mise au galop en Iran risque de l'atteindre en retour, tel un boomerang.



Majumdar



AMBASSADE DE SUISSE
EN IRAN

an					a/a
Date					8/1/74
Visa					
EPD					8.1.74
Ref. p. A. 21.31.					Tehran

TÉHÉRAN, le 29 décembre 1973

Avenue Institut Pasteur 18
Case postale 45
Téléphone 4.73.29 / 4.40.63

Réf.: 381.1 - DG/dz

RP No 18

R E S U M E

L'Iran se veut toujours à la pointe de la politique pétrolière. Et cela depuis 1951, date de la nationalisation par Mossadegh jusqu'à la réunion, mi-décembre à Téhéran, des Etats membres de l'OPEP, qui - sous la conduite du Chah - ont augmenté de 320 % le prix du baril de brut.

Dans sa conférence de presse du 23 décembre, l'Empereur a fustigé les compagnies pétrolières et invité les pays industriels à "se serrer la ceinture". Il a cependant présenté trois propositions constructives: primo: l'analyse en commun par l'OCDE et l'OPEP d'une politique d'approvisionnement en pétrole et de stabilisation des prix industriels; secundo: la création d'une Banque ou d'un Fonds international entre les pays riches - notamment ceux du pétrole - pour favoriser l'expansion des pays en voie de développement qui seront les plus touchés par les retombées de la hausse des prix; tertio: négocier avec le Fonds monétaire afin de résoudre le problème des liquidités - 14 milliards de \$ pour l'Iran seulement en 1974 ! - engendrées par les nouveaux prix du brut.

Il n'empêche que cette manne subite pourrait déjouer les plans de développement économique de l'Iran. L'Empereur le sait, le pressent. L'inflation qui, déjà au trot, s'est mise au galop en Iran risque de l'atteindre en retour, tel un boomerang.

Mayukh